Cinq pays d'Afrique de l'Est vers la création d'une "zone touristique unique"

APA, 13-01-2015 Arusha (Tanzanie) - La CommunautÃ© dâ€™Afrique de lâ€™Est (EAC), qui regroupe le Kenya, la Tanzani lâ€™Ouganda, le Burundi et le Rwanda, veut devenir "une zone touristique unique", dans le cadre de son vaste projet dâ€™intÃ©gration rÃ©gionale, a-t-on appris mardi. "Nous voulons faire de la CommunautÃ© d'Afrique de l'Est une zone touristique unique avec un visa touristique unique", a dÃ©clarÃ© le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'EAC Richard Sezibera, lors d'ur confÃ©rence de presse au siÃ¨ge de l'organisation Ã Arusha, dans le nord de la Tanzanie.

L'usage du visa touristique unique est en vigueur depuis l'annÃ©e derniÃ¨re pour le Rwanda, l'Ouganda et le Kenya, rÃ©solus Ã avancer plus rapidement que les deux autres pays membres sur la voie de l'intÃ©gration Ã©conomique. "La Tanzanie a annoncÃ© qu'elle voulait rejoindre le visa touristique unique. C'est trÃ¨s important. Le Burundi a aussi exprimÃ© son intÃ©rÃªt Ã rejoindre le systÃ¨me", a poursuivi M.Sezibera. Le bloc rÃ©gional a connu une crise majeure au cours des deux derniÃ¨res annÃ©es, le Burundi et la Tanzanie soupÃ§onnant les trois autres membres d'avoir un agenda cachÃ© et de les isoler. Les prÃ©sidents du Rwanda, de l'Ouganda et du Kenya s'Ã©taient rÃ©unis Ã plusieurs reprises en l'absence de leurs homologues tanzanien et burundais pour accÃ©lÃ©rer la construction de vastes infrastructures rÃ©gionales, dont un chemin de fer et un olÃ©oduc reliant leurs trois capitales. La tension a atteint son paroxysme entre la Tanzanie et le Rwanda lorsqu'en mai 2013 le prÃ©sident tanzanien JakayaKikwete a suggÃ©rÃ© la tenue de pourparlers directs entre Kigali et les rebelles des Forces dÃ©mocratiques de libÃ©ration du Rwanda (FDLR) basÃ©es dans l'est de la RDC. Par ailleurs, un contingent tanzanien fait partie de la force de l'ONU qui a appuyÃ© fin 2013 l'armÃ©e de RDC dans son offensive victorieuse contre la rÃ©bellion congolaise du M23, que Kigali Ã©tait accusÃ© de soutenir. Le Rwanda a toujours niÃ© ce soutien. "Les relations entre les deux pays se sont amÃ©liorÃ©es de maniÃ¨re significative. Elles sont sÃ»rement de loin meilleures qu'elles Ã©taient" naguÃ¨re, a assurÃ© M. Sezibera. Outre une union douaniÃ¨re mise en place en 2005, l'EAC a lancÃ© en juillet 2010 un marchÃ© commun dont la mise en oeuvre reste lente. L'organisation envisage Ã©galement une union monÃ©taire et rÃªve d'une fÃ©dÃ©ration politique.